



La Commune



La grève du vote

Élections régionales des 6 et 13 décembre.

Déclaration de LA COMMUNE - Pour un Parti des travailleurs



Le résultat du 1er tour est sans appel : L'Union nationale « tricolore » s'est fracassée sur le mur des abstentions. Plus de 50% d'abstentions auxquelles s'ajoutent 4% de votes blancs ou nuls. Cela étant, medias, partis institutionnels et extrême-gauche apprivoisée veulent nous enfoncer dans le crâne que nous venons d'assister à une percée historique du FN. **C'est faux !**

Le FN ne fait pas le plein des voix recueillies en 2012 par Marine Le Pen. Le FN, parti raciste, xénophobe et antiouvrier « remonte » par rapport aux élections départementales de mars dernier, à la faveur de la décomposition avancée de l'UMP-LR, dont il récolte les dividendes électoraux. Il aura été propulsé comme jamais par l'Exécutif et les médias.

La fiction du FN « premier parti ouvrier » est battue en brèche y compris sur le terrain miné des sondages. Selon les sondages : 60% des ouvriers s'abstiennent. Ce qui est pour le moins l'hypothèse la plus basse. Dans leur écrasante majorité, les classes populaires font la grève du vote. Ainsi, par exemple, entre autres illustrations du phénomène abstentionniste :

- Saint Nazaire Clermont Ferrand : 57,01%
- Villeneuve Saint Georges (94) : 63,86%
- Forbach (57) : 67,50%
- Vénissieux (69) : 67,76 %
- Aubervilliers (93) : 71,21 %

Faisons les comptes autrement :

Depuis 2012, le PS a perdu la moitié de ses voix (5 millions !), la Droite « républicaine » a perdu 40% de ses voix. (4 millions)

... et le FN en a perdu 400 000. Sa « percée historique » se résout en ceci que son érosion est plus lente, dans les conditions que l'on sait : sur-médiatisation, exploitation par toute la dite « classe politique » de l'émotion de la population au lendemain des tueries barbares du vendredi 13 novembre. Conditions toutes prêtes pour capter un pan entier de l'électorat traditionnel de la droite. Le FN profite de la surenchère réactionnaire, autoritaire, islamophobe, va-t-en-guerre à laquelle se livrent les caciques des partis institutionnels, front de gauche (PCF-PG) inclus, laquelle culmine dans l'Etat d'urgence qui est l'antichambre de la dictature militaro-policière dans ce pays. C'est ainsi qu'il échoit à Messieurs Hollande et Valls, avec le soutien déclaré ou honteux de Messieurs Laurent (PCF) et Mélenchon (PG), d'appliquer les premières mesures du programme « sécuritaire » du FN : état d'urgence renforcé, portant atteinte aux libertés publiques, donnant les pleins pouvoirs à la police, derrière laquelle la justice est sommée de s'effacer. Rassemblements interdits, manifestants arrêtés et encourant des peines de prison ferme, perquisitions et assignations à résidence arbitraires.

Ce sont ceux-là qui nous présentent le second tour comme un référendum « Oui ou Non au FN », pour faire oublier que ces élections ont pour but de mettre en œuvre une réforme territoriale, visant à liquider les départements au profit des régions et les communes au profit des « territoires » et « agglo », qui seront autant de féodalités devant faire peser sur tous les habitants les conséquences du désengagement financier de l'Etat dans tous les domaines. Des élections qui ont pour but de donner un semblant de légitimité à l'Etat d'urgence contre le Code du travail et la Sécurité sociale.

Telles sont les causes de l'abstentionnisme qui concentre aujourd'hui la colère de la population laborieuse et sa volonté d'en finir avec les « réformes » (c'est-à-dire : les contre-réformes), qui se dressent contre le minimum vital, le minimum décent : un vrai travail, un vrai salaire, une vraie retraite pour tous, tout comme ces contre-réformes se dressent contre le droit à la santé, le droit au logement, le droit à l'instruction et aux études, les services publics.

Les travailleurs le savent : aucune politique en faveurs des salariés, des chômeurs, des jeunes, des retraités et leurs familles n'est possible sans la rupture avec l'Union Européenne des capitalistes et des banquiers, ses institutions, ses directives et ses diktats.

Les travailleurs le savent : aucune issue n'est possible sans l'annulation de la dette illégitime.

Ils ne veulent pas de nouveaux Tsipras « aux couleurs de la France ».

Ils sentent que l'issue est dans l'action unie pour la levée de l'Etat d'Urgence, pour le retrait du projet de mise en pièce du Code du travail, pour la sauvegarde des droits fondamentaux et libertés conquises

Alors, le 13 novembre, au second tour :

PAS UNE VOIX POUR LE FN

PAS UNE VOIX POUR LA DROITE

PAS UNE VOIX POUR HOLLANDE ET SES SOUTIENS PS EELV Front de Gauche

PAS UNE VOIX POUR L'ÉTAT D'URGENCE

Le 11-12-2015 - 22 heures

Modifié le samedi 12 décembre 2015

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... »



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... »



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... »



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »